

Les ONG écologistes sont déçues par le ministre Nicolas Hulot

20 juin 2018 / Marie Astier (Reporterre)



L'entrée de Nicolas Hulot au gouvernement avait suscité un espoir chez les défenseurs de l'environnement. Un an plus tard, les ONG accumulent les déceptions et se demandent si l'écologie, même portée par une personnalité telle que celle du ministre, a une place dans la politique macroniste.

« Il perd souvent ses arbitrages. » Après un peu plus d'un an de présidence Macron, et de ministère de Nicolas Hulot à l'écologie, les ONG environnementales ne cachent pas leur déception. « Bon, nous, on est râleurs, on assume, dit Jean-François Julliard, directeur de Greenpeace France. Tous les deux mois environ, il y a une réunion avec plusieurs associations au ministère. Lors de la dernière, c'était très tendu, les autres aussi étaient en colère. Comme c'est Hulot, on attendait davantage. »

Autorisation donnée à la « bioraffinerie » de Total d'importer de l'huile de palme, échec à faire inscrire l'interdiction du glyphosate d'ici trois ans dans la loi Alimentation, abandon de l'objectif de limitation de la part du nucléaire à 50 % d'ici 2025, entrée en vigueur provisoire du Ceta (le traité de libre-échange avec le Canada) : comme le montre notre Hulotscope, les dossiers sur lesquels le ministre, pourtant numéro deux

du gouvernement, n'a pas su peser, voire a reculé, s'accroissent.

Pourtant, les choses semblaient bien démarrer. Entouré de conseillers dont certains viennent de la société civile, le ministre n'oublie apparemment pas ses vieux amis. « *On a beaucoup de contacts avec le ministère* », témoigne François Veillerette, porte-parole de Générations futures, association qui travaille sur les pesticides. La plupart des associations environnementales contactées par Reporterre font état de relations fréquentes avec « *Roquelaura* », du nom de l'hôtel particulier qui accueille le ministère de la Transition écologique et solidaire. « *Il y a une vraie écoute, des convictions, on partage beaucoup de choses. Mais on ne veut pas que participer, on veut aussi gagner !* » poursuit François Veillerette. « *Ils ont tendance à dire "on vous connaît déjà, donc on a davantage besoin de recevoir les entreprises"* », observe Juliette Renaud chez les Amis de la Terre.

« On dirait qu'il n'a pas de direction, n'a pas défini ses priorités »

Les ONG peinent à porter leur message au-delà des réunions avec le ministère de l'Écologie. « *C'était flagrant au moment de la loi Hulot sur les hydrocarbures*, se souvient Nicolas Haeringer, de 350.org. *On avait l'impression qu'on nous disait des choses à Roquelaura mais ce qui se passait au gouvernement ou à l'Assemblée n'y correspondait pas. On se positionnait en alliés potentiels de Nicolas Hulot, et finalement, il a lui-même demandé le retrait des amendements que l'on poussait. Pourtant, cette loi était essentiellement symbolique, elle ne coûtait pas grand-chose.* »

Hulot s'est-il laissé dominer dans l'impitoyable arène politique ? « *On dirait qu'il n'a pas de direction, n'a pas défini ses priorités* », analyse Anne Bringault, du Réseau action climat (RAC). « *Il ne semble pas intéressé par les dossiers techniques, ne les défend pas* », appuie un observateur depuis le ministère. « *Il a l'air très isolé*, poursuit Jean-François Julliard. *Par exemple, sur la bioraffinerie de Total à la Mède, c'est lui qui a validé l'autorisation d'importer de l'huile de palme, mais quand il faut négocier avec un acteur de poids comme la FNSEA [premier syndicat agricole], on envoie Travert [le ministre de l'Agriculture].* »

Certains lui trouvent une excuse : le président de la République a limité à dix le nombre de conseillers par ministre dès le début de son mandat, alors que l'Élysée en compte une quarantaine. Difficile dans ce contexte de suivre correctement tous les dossiers, d'élaborer des stratégies politiques pour les porter, de voir à long terme. Le ministre et son équipe frôleraient le syndrome d'épuisement professionnel. « *En même temps* », n'est-ce pas la règle dans les cabinets ministériels ?

D'ailleurs, les conseillers de M. Hulot ne sont pas les seuls à être épuisés par cette première année de quinquennat. Les ONG ont participé à des concertations sur toutes sortes de thématiques : Assises de la mobilité, groupes de travail sur les énergies renouvelables, débat en cours sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie, contributions aux divers plans de rénovation des logements, réduction des pesticides, protection de la biodiversité, états généraux de l'alimentation ou de la bioéthique...



Elles doutent désormais de leur utilité, et plus largement de la façon dont le gouvernement « *dialogue* » sur les questions d'écologie. Chez France nature environnement (FNE), la plus grosse fédération d'associations environnementales de France, Morgane Piederrière cite deux exemples. Tout d'abord, les états généraux de l'alimentation : « *C'était riche, ça a duré longtemps, généré plein de propositions positives, sauf que, à la fin, dans le projet de loi du gouvernement, on ne retrouve rien de plus que les engagements de campagne de Macron. Ce qui avait pu émerger pendant les états généraux n'a pas été intégré.* » Mathilde Théry, à la Fondation pour la nature et l'Homme (FNH), confirme : « *Quand on est passé à la phase législative, tout de suite, il y a eu moins de rendez-vous, les discussions ont été plus conflictuelles. Et maintenant qu'on demande des précisions sur le financement, on n'a plus de réponse du ministère de l'Agriculture* ».

Même sentiment à l'issue de plusieurs groupes de travail sur les énergies renouvelables. « *Nous prônons la concertation locale. Le gouvernement, au contraire, veut aller plus vite, supprimer des étapes de discussion. Il est resté sur sa position, on n'a pas eu l'impression de pouvoir influencer* », explique Morgane Piederrière. « *On constate un exercice du pouvoir très vertical. Les corps intermédiaires et la société civile sont très peu pris en compte, de même que le résultat des consultations, qui sont vidées de leur sens.* »

« Ce ministère est structurellement voué à l'échec, notamment parce qu'il n'a pas assez de fonctionnaires pour lutter face à Bercy ou l'Agriculture »

Cette apparence de concertation se transforme en piège pour les associations. « *On perd beaucoup de temps, constate Juliette Renaud aux Amis de la Terre. Mais si on ne participe pas, on n'est plus considéré comme un acteur légitime par le gouvernement. L'autre problème est qu'en rassemblant autant d'acteurs dans ces réunions, cela met au même niveau la parole des ONG qui défendent l'intérêt général, et celle des entreprises, qui défendent des intérêts privés. On nous demande un consensus, mais certaines positions restent inconciliables et le politique se défait de sa responsabilité, qui est de trancher.* »

La méthode n'est pas nouvelle, Nicolas Sarkozy l'avait déjà utilisée lors du Grenelle de l'environnement. Mais, pour les associations, elle reste symptomatique de la vision de l'équipe Macron. « *C'est avant tout un exercice de communication* », résume Jean-François Julliard. « *Il y a une grande divergence entre les discours et les faits, ajoute Anne Bringault. La France fait partie des pays qui ont annoncé des objectifs ambitieux sur le climat, mais on a explosé notre budget carbone en 2016. Sur les énergies renouvelables, idem, on n'atteindra pas les objectifs.* »

L'espoir de voir ces trajectoires s'infléchir est mince, tout comme celui que Nicolas Hulot pèse réellement sur la politique écologique du gouvernement. « *Derrière un discours progressiste, Macron met en œuvre une politique environnementale conservatrice* », estime François Veillerette. « *L'Élysée et Matignon parlent de simplification tous azimuts. Selon eux, les normes compliquent l'activité économique. On va globalement vers une régression du droit de l'environnement, craint-on chez FNE. Cependant, plusieurs projets de loi ne sont pas finalisés. Sur l'alimentation, le logement, les mobilités, ou encore la réforme du code minier prévue pour la fin de l'année, il faut attendre les résultats.* »

D'autres se sont fait une raison. « *Au fond, le problème, ce n'est pas Hulot, estime Nicolas Haeringer. Depuis les années 1990 et la pérennisation du ministère de l'Environnement, les indicateurs restent mauvais : les émissions de gaz à effet de serre augmentent, les abeilles disparaissent. Ce ministère est structurellement voué à l'échec, notamment parce qu'il n'a pas assez de fonctionnaires pour lutter face à Bercy ou l'Agriculture et est piégé par le court-termisme de l'action politique.* » Son organisation, 350.org, fait partie de celles qui fréquentent le moins les institutions : « *C'est dans la rue que la société civile obtient des avancées.* »

D'autres ONG sont également en train de revoir leur stratégie vis-à-vis du gouvernement. « *On ne va pas continuer à discuter éternellement* », avertit Mathilde Théry de la FNH. Celle qui travaille dans la Fondation créée par le ministre va même jusqu'à l'inviter à démissionner : « *S'il est obligé de continuer à prendre des décisions comme celle d'autoriser Total à importer de l'huile de palme, et qu'il ne gagne pas sur ses priorités, il n'a plus rien à faire dans ce gouvernement. Mais il ne faut pas qu'il attende trop longtemps, car son image s'abîme au fur et à mesure du temps. Il doit pouvoir rester le porte-parole de l'écologie.* »

Lire aussi : [Nicolas Hulot vu par le HulotScope : un très léger mieux](#)

Source : Marie Astier pour *Reporterre*

Dessin : © [Red !](#)/*Reporterre*

Photo : © Fanny Dollberg/*Reporterre*

- Emplacement : [Accueil](#) > [Editorial](#) > [Enquête](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Les-ONG-ecologistes-sont-decues-par-le-ministre-Nicolas-Hulot>